Sécurité globale : l'exécutif et le législatif contre les libertés fondamentales

Sourds aux arguments des défenseurs des libertés de la coordination nationale #StopLoiSecuriteGlobale, réunissant des syndicats et des SDJ représentant les journalistes, des associations de défense des libertés et des victimes des violences policières, des associations de cinéastes, qui ont reçu le soutien des citoyens descendus en masse dans les rues depuis des mois ; sourds aux mises en garde des juristes, de toutes les instances françaises et internationales, l'exécutif et le législatif français poussent la proposition de loi « Sécurité globale » sur son chemin destructeur des libertés fondamentales. Dernière réaction en date : celle de trois prix Nobel* et autres personnalités éminentes, adressée au Président de la République.

Aveugles aux évidences que sont l'impunité accordée aux auteurs de violences policières et judiciaires illégales et l'encouragement permanent à poursuivre sur ces voies dangereuses, les parlementaires sont en voie d'adopter cette proposition de loi. Après les députés, les sénateurs ont votée majoritairement ce texte malgré une opposition résolue mais minoritaire. Les sénateurs ont même durci la proposition de loi sur bien des aspects.

Le fameux article 24. Il s'articulera autour du principe de « provocation à l'identification», qui, comme chacun sait, sera d'abord estimé sur le terrain par les forces de l'ordre, juges et parties.
L'article 18 du projet de loi dit « Séparatisme » va venir le compléter et l'aggraver. Quid de la liberté d'informer et d'être informé ? Quelle importance pour les votants devant les diktats des ultras sécuritaires : policiers et politiciens ?

Les drones. Quid des libertés de manifester et du droit à la vie privée ? Quelle importance, disent les mêmes… Les drones feront intelligemment le tri.

La privatisation des moyens de police. Le recours grandissant, organisé, au privé pour les moyens de maintien de tous les ordres, les policiers pouvant passer du public au privé et inversement.

La coordination nationale #StopLoiSécuritéGlobale n'a pas grand chose à attendre de la Commission mixte paritaire qui se tiendra ce lundi 29 mars puisqu'on y trouve les mêmes acteurs !
En informant les Françaises et les Français de toutes les libertés qui risquent de disparaître, avec des exemples de tous les « avant-après »,
En effectuant tous les recours possibles, notamment en Conseil constitutionnel quand la loi sera adoptée, la coordination refuse que la France, patrie des droits de l'homme, se transforme en un État policier.

Paris, le 29 mars 2021.

* Tribune publiée le 26 mars 2021 dans le Huffington Post.
Parmi les signataires : Noam Chomsky, professeur émérite de linguistique au Massachusetts Institute of Technology; Angela Davis, écrivaine et professeure émérite de philosophie, militante du mouvement des droits civiques et féministe ; trois prix Nobel de la Paix : Tawakkol Karman, Jody Williams, Alfonso Perez Esquivel, ainsi que d'éminents juristes et des activistes.